

Conférence ALDEPAC

Libéralisme et gouvernance : l'Etat social libéral

Discours du Commissaire Louis Michel

Dakar, 2 avril 2007

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Chers amis,

- C'est pour moi un immense plaisir que de pouvoir m'exprimer devant vous, sur un thème qui me fut, qui est et qui restera jusqu'à mon dernier souffle une conviction vitale, celle qui nourrit mon engagement d'homme et de citoyen en même temps qu'il justifie mon engagement d'homme politique.

- Je tiens à saluer les initiateurs de cet événement, ils ont eu raison d'organiser ce rendez-vous de libéraux d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et d'Europe.

Et ce pour plusieurs raisons. A la fois historiques, idéologiques et politiques.

- **Le débat ne pouvait mieux tomber, tant il est vrai que jamais encore un courant de pensée politique n'a été aussi injustement diabolisé.**

Incompréhensions, clichés, déformations, approximations, désinformations, attaques intellectuellement malhonnêtes tentent et réussissent trop souvent à discréditer **la seule vision de la société qui ait à ce jour**, et depuis le début de l'humanité, donné la preuve éclatante de sa supériorité qualitative, quand il s'agit de forger plus de prospérité, de liberté et de démocratie pour les hommes.

Néolibéralisme, ultralibéralisme, libéralisme manchesterien, friedmannien, hayeckien, ... et j'en passe.

On a nommé le libéralisme de tous les qualificatifs les plus péjoratifs et les plus sombres.

- La mondialisation serait une dérive démoniaque, voire un complot fomenté par les détenteurs d'argent, les golden boys, faiseurs de fric à défaut d'inspirer des rêves de solidarité et de justice.

Et c'est sans doute là que réside le premier malentendu qui a fait tant de mal au concept même de libéralisme.

Au point où certains de nos amis hésitent à prononcer le mot.

Nos détracteurs, souvent les adeptes du tout Etat, collectivistes, conservateurs marxistes nostalgiques d'un grand soir qui ne viendra jamais, ont réussi à réduire le libéralisme à ce qu'il n'est pas ; à savoir un projet strictement et exclusivement économique.

Grâce à cet amalgame injuste et d'un simplisme inacceptable, ils ont figé le libéralisme, vision humaniste par définition, dans une posture d'existence, obligé de se défendre en permanence par l'action, réduit dans le meilleur des cas à n'être qu'une thérapie économique de circonstance.

Par contre, le socialisme serait une pensée vertueuse par essence au point de ne plus rien devoir justifier, pas même ses dérives, ni les échecs économiques, ni les échecs politiques comme ces totalitarismes qu'il a si souvent générés, ni même les crimes contre l'humanité commis en son nom.

- **Le collectivisme s'est drapé définitivement dans le monopole du bien, du bon, du généreux.**

Moi je ne diabolise pas le socialisme.

C'est une pensée que je respecte. En soi, c'est une idée honorable.

Mais ce qui me dérange, c'est cette prétention à nier chez les autres la sincérité de leur engagement ou leur sens de la solidarité.

Le collectivisme ou l'Etat omnipotent a gagné la guerre des mots alors qu'il perdait dans le quotidien et sur le terrain la seule bataille qui vaille, à savoir le bonheur et la liberté pour les citoyens.

Dans les années 60, la gauche idéologique fut identifiée souvent à l'énergie libératrice qui conduisit à l'indépendance des Etats colonisés.

Je comprends parfaitement du reste la tentation et la crédulité de peuples opprimés par l'égoïsme, l'individualisme et l'exploitation économique des puissances qui les avaient asservies sous prétexte de faire œuvre de civilisation.

Si on y ajoute le contexte de la guerre froide, on trouvait réunis tous les ingrédients d'une faute que la plupart des pays en développement n'ont toujours pas fini de payer.

L'impérialisme communiste fondé sur l'illusion marxiste a entraîné bon nombre de ces pays dans la stagnation et les a maintenus dans le sous-développement et la pauvreté. Simplement pour avoir nié qu'on ne peut pas construire un paradis social et humain sur un désert économique.

- **Je le dis avec force : le libéralisme est social par excellence.** Libéral ne veut pas dire moins d'Etat, mais mieux d'Etat.

La dépense publique doit être créatrice de richesses, en responsabilisant davantage chaque citoyen par rapport à lui-même et par rapport à la société.

- L'erreur fondamentale de la gauche, c'est de prôner une fausse solidarité qui conforte dans l'assistanat, démotive et déresponsabilise.

L'erreur, c'est de confondre misérabilisme compassionnel avec épanouissement et dignité.

- **Le libéralisme est selon moi la seule doctrine politique à proposer une conception globale du bien commun, à créer les conditions du bien-être pour tous, et c'est en cela qu'il a rendez-vous avec l'Histoire.**

- Pourquoi sommes-nous en faveur de l'économie de marché ?

Là où est la liberté d'entreprendre n'existe pas, il n'y a que rarement sinon jamais la liberté politique. Pour une raison simple : c'est que la liberté n'est pas divisible.

La liberté économique est une condition nécessaire à la liberté politique, mais elle n'est évidemment pas une condition suffisante. **Et c'est là où nous, libéraux, devons revendiquer le rôle essentiel de l'Etat.**

L'économie de marché ne peut être vertueuse en l'absence d'un juste Etat.

Le lien consubstantiel entre libéralisme et Etat est fondamental.

Le libéralisme n'est vertueux qu'en présence d'un Etat qui garantit les bienfaits de la liberté. Et l'Etat est rarement vertueux quand il n'est pas libéral au sens philosophique du terme.

- **Quel est pour un libéral le juste Etat ?**

Tout d'abord, la compétitivité et la croissance économique ne représentent pas des buts en soi, ce ne sont que des moyens au service de l'homme.

L'économie pour l'économie conduit aux abus, à l'exploitation et aux intérêts partisans.

Le libéralisme crée de la richesse, mais cette richesse doit avoir le visage de la liberté, favoriser le progrès collectif, permettre l'épanouissement de chacun.

- **Je voudrais à ce propos mettre en garde contre un malentendu véhiculé parfois par les libéraux eux-mêmes.** Le développement individuel justifierait l'élitisme, c'est-à-dire la primauté des plus brillants, protecteurs « éclairés » du bien pour les autres.

Ce n'est pas une vision libérale selon moi. A cette notion d'élitisme, j'oppose la notion d'excellence. Donner à chacun le droit d'aller au bout de lui-même, pour lui-même et pour les autres.

- Il nous appartient à nous, libéraux et démocrates, - et il nous appartient même davantage qu'à d'autres! – de démontrer que **l'économie pour l'économie n'a pas de sens.**

Le politique ne peut placer toute sa confiance dans la "main invisible". S'il le fait, il sera en contradiction avec

l'exercice de la liberté qu'il revendique pour lui et pour les autres.

- Les notions de croissance et de développement ou de croissance et de progrès humain méritent notre réflexion. Il n'y a pas de développement sans croissance économique. Mais la croissance ne garantit pas le développement ou le progrès humain dans tous les cas.

La liberté sans le droit, sans la justice sociale, sans une redistribution équitable, sans la justice garantie par l'Etat impartial, ce n'est pas la liberté.

- **C'est pourquoi il me paraît utile de développer la notion de *Juste Etat*.**

Là où d'aucuns disent que le libéralisme signifie « moins d'Etat », je me permets de rappeler que nous ne sommes pas contre l'Etat.

Nous sommes pour un Etat

- qui assume pleinement, avec justice et équité, ses missions naturelles,
- un "Juste Etat" qui concilie la nécessaire organisation sociale avec les libertés individuelles,

- doté d'institutions capables de définir des règles égales pour tous,
 - capable d'organiser une redistribution équitable de la richesse créée,
 - capable de garantir l'accès impartial des citoyens à tous les droits fondamentaux sans lesquels il ne peut vivre dans la dignité (comme l'accès à l'éducation, à la santé, à la justice, à la culture, à l'administration et aux besoins primaires vitaux).
- Le modèle européen est un bon exemple de ce libéralisme-là. **Oui, l'Europe est libérale, et c'est parce qu'elle est si libérale qu'elle a réussi ce fabuleux pari de la paix, de la prospérité et de la justice.**
 - Bien entendu, **le libéralisme ne se décline pas nécessairement de la même manière en Europe et dans les pays en développement.** C'est une question de timing.

Si les fondements restent identiques, le libéralisme en Europe veille davantage à défendre les libertés

individuelles face à un Etat providence trop intrusif, là où les pays en développement se trouvent au contraire confrontés à un manque d'Etat.

- Dans les pays en développement, il faut plus de liberté économique et d'espace pour donner aux individus les moyens de créer de la prospérité, la leur et celle des autres. Mais, en même temps, il faut plus d'Etat pour redistribuer, assurer les services aux citoyens, renforcer l'égalité des chances ; en un mot : construire la cohésion sociale.

Les Accords de partenariat économique sont un bel exemple de cette vision : ouvrir progressivement les marchés pour à terme les libéraliser quand la consolidation de l'Etat sera achevée.

- **C'est cette conception-là de l'Etat que j'ai proposée à la Commission européenne**, à travers notre initiative sur la « gouvernance », une tranche incitative de 3 milliards d'euros sur l'enveloppe du 10^{ème} Fonds européen de développement, un budget qui récompense

les initiatives prises dans ce domaine par nos états partenaires, sans pour autant pénaliser ceux qui ne s'inscrivent pas tout de suite dans cette démarche.

- Deux piliers fondamentaux donc, une économie de marché performante et un Etat consolidé, capable d'assurer ses grandes missions au service de la population.

Dans cette conception de la société, le libéralisme ne laisse personne au bord du chemin.

Sa première exigence est d'offrir à chaque être humain le droit de mener sa vie dans la dignité.

Quelle que soit l'origine sociale, quelle que soit l'appartenance philosophique ou religieuse, égalité des chances, justice sociale et droit à la différence sont les principes fondateurs de la philosophie libérale.

L'Etat libéral doit prendre cet engagement en faveur des citoyens, et en particulier les laissés pour compte, les "perdants" de l'économie de marché, de la mondialisation. Pas pour en faire des assistés, mais pour

leur donner les moyens d'assumer leur vie et leur responsabilité d'homme. Pas pour en faire des sujets dépendants et dociles, mais pour en faire des citoyens libres et vigilants.

Cette mondialisation, fruit d'une accélération très forte des moyens de communication, a des vertus extraordinaires. Désormais, le monde est un village ; l'information, les décisions, le savoir et la connaissance circulent en temps réel.

Aujourd'hui, "*la terre est plate*" selon la formule de Thomas Friedman. Les cultures se croisent, se mêlent, interagissent, et ouvrent un espace fabuleux pour la créativité, l'innovation et le progrès.

- **Mais on mesure bien que cette liberté de plus en plus grande peut conduire à l'exclusion de ceux qui n'ont pas les moyens de leur liberté.**

Le véritable problème de la mondialisation, ce n'est pas que l'économie se déploie dorénavant de façon planétaire ; c'est qu'il n'existe pas encore d'espace

politique de dimension planétaire (réforme des Nations Unies, OMC).

- **En fin de compte, quelle est l'alternative ?**

L'alternative au libéralisme, c'est le collectivisme, l'étatisme, une doctrine qui a largement montré ses limites par le passé.

Une doctrine qui restreint les libertés, directement ou indirectement. Une philosophie qui rend les individus dépendants de l'Etat et qui freine leur créativité, leur épanouissement, leur responsabilité.

L'Histoire a déjà largement sanctionné cet échec.

- A nous, chers amis, il nous appartient de démontrer que le projet libéral est un projet politique d'émancipation de l'homme qui tire ses moyens d'une méthode économique. **On peut aimer la liberté. Mais le capitalisme ne sera jamais un objet d'affection.**

- Ce qui est vrai, c'est que l'économie libérale est celle qui crée le plus de prospérité, et qui offre le plus de libertés humaines.

L'Histoire a démontré cette évidence de manière empirique. Quand un régime politique interdit la liberté économique, les libertés humaines sont rarement assurées pour longtemps.

Qu'on me donne un exemple où l'homme peut vivre librement ses différences et sa singularité quand on ne lui reconnaît pas le droit d'exploiter ses qualités intrinsèques et sa force de créativité personnelle !

- De mon point de vue, tout simplement, la liberté n'est pas divisible. La dimension politique du libéralisme réside dans la responsabilité individuelle qui en est le corollaire obligé.

Si l'Histoire a démontré que le modèle libéral était économiquement le meilleur, il nous faut prouver qu'il est aussi le meilleur socialement.

- Je ne pourrais conclure cette intervention sans rappeler que ce qui ouvre toutes les portes, ce qui permet d'affronter les défis du 21^{ème} siècle, c'est ce que j'appelle l'**optimisme de la liberté**.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

- La question à laquelle nous devons en réalité répondre est celle-ci : continuerons-nous, libéraux, à être une force de progrès moderne et qui anticipe le futur, ouverte aux changements et aux réformes, ou accepterons-nous les compromissions faciles et confortables en totale contradiction avec l'éthique de la liberté.

Ma conviction, c'est que nous ne pouvons ni être complaisants avec nous-mêmes, ni équivoques sur les questions essentielles de société.

Nous n'avons pas le droit de trahir les pères fondateurs du libéralisme, ni par opportunisme vulgaire ni par facilité manœuvrière.

Les exemples foisonnent où des libéraux n'osent pas la cohérence.

- Ainsi par exemple, ce n'est pas du libéralisme que de fermer les frontières ou de prendre des mesures coercitives ou de renvoi dans des conditions inhumaines pour soit disant régler la question des **migrations**.

J'ai déjà eu l'occasion de le dire souvent : la migration est un phénomène naturel de l'humanité.

Au nom de qui ou de quoi pourrions-nous, nous libéraux, revendiquer le droit d'empêcher un être humain d'aller et venir librement sur cette planète.

- Ainsi par exemple, au nom de qui ou de quoi pourrions-nous accepter que l'on empêche l'émergence de **sociétés civiles** fortes, critiques et libres ? De grands libéraux ont payé de leur vie leur liberté d'opinion.

- Ainsi par exemple, au nom de qui ou de quoi pourrions-nous accepter que la **presse** ne soit pas

totallement libre et n'assure sa liberté
e'impertinence ?

- Ainsi par exemple, au nom de qui ou de quoi aurions-nous le droit d'empêcher la liberté totale d'**expression artistique ou culturelle**, alors que l'acte créateur est par définition et par nature l'expression la plus élevée de la liberté intérieure d'un homme ou d'une femme ?
- Ainsi par exemple, au nom de qui ou de quoi pourrions-nous accepter que l'**économie de marché** réserve le fruit de la prospérité à quelques uns en laissant tous les autres, démunis de tout, pauvres, sans perspective et sans dignité ?

Mes chers amis,

Le libéralisme n'est pas une doctrine comme une autre.

Elle demande plus de responsabilité, plus d'éthique, plus d'efforts sur nous-mêmes.

Mon intime conviction, c'est que le libéralisme, c'est d'abord et avant tout une certaine idée de l'homme, acteur de son destin personnel et partenaire engagé et solidaire de celui des autres.

Je suis libéral parce que je sais qu'au cœur de chaque être humain brûle une flamme sans laquelle la vie serait absurde et n'aurait pas de sens.

C'est pourquoi je suis fier d'être ici, à Dakar, au cœur de cette Afrique vivante, meurtrie et humiliée pendant de si longues décennies par ceux qui possédaient ce bien ultime qu'est la liberté et qui refusaient de la reconnaître aux autres.

Desmond Tutu, lors de la cérémonie de clôture des Journées européennes du développement, disant : « je ne peux pas connaître le bonheur si les autres ne le connaissent pas. Je ne peux pas jouir pleinement si les autres n'en jouissent pas autant que moi ».

La réunion d'aujourd'hui peut créer un élan puissant pour rendre justice à ces millions d'oubliés de l'Histoire que la mémoire collective a trop souvent effacés de sa conscience.

Je vous remercie pour votre attention.